



BANQUE CENTRALE DU CONGO

NOTE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE

Numéro 2.1/2022, semaine du 31 janvier au 04 février 2022

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BREF

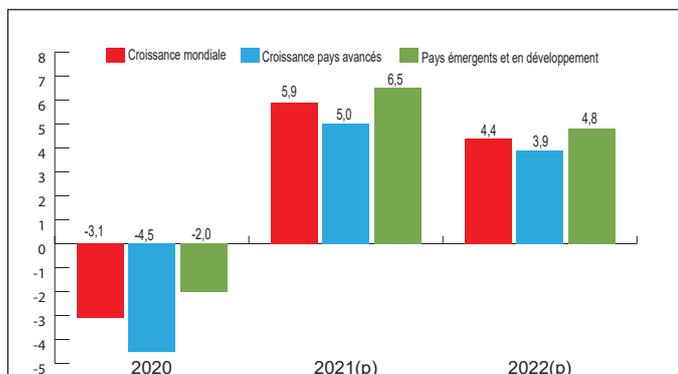
Résumé

Les développements économiques récents restent marqués par les incertitudes concernant la reprise de l'économie mondiale étant donné la persistance de la pandémie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la hausse de l'inflation et les niveaux élevés d'endettement. Cependant, au plan national, l'économie devrait poursuivre son sentier d'expansion, sous l'impulsion principalement du dynamisme des industries extractives ainsi que du secteur tertiaire, spécialement les activités de commerce et de télécommunication, dans un contexte des tensions inflationnistes modérées.

I. International

- La conjoncture économique mondiale reste confrontée aux incertitudes liées aux effets potentiels de nouvelles vagues de Covid-19, aux risques climatiques et d'inflation ainsi qu'aux contraintes au niveau de l'offre de biens et services.
- Selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI, mises à jour le 25 janvier courant, les prévisions de la croissance économique mondiale d'octobre 2021 ont été revues à la baisse d'un demi-point de pourcentage pour s'établir à 4,4 % en 2022 contre une réalisation de 5,9 % en 2021.
- Ce trend baissier est expliqué principalement par trois facteurs : (i) la poursuite des restrictions de la mobilité étant donné la propagation du variant Omicron du Covid-19, (ii) la résurgence des pressions inflationnistes plus élevées et généralisées que prévu en raison de la hausse du prix de l'énergie et des ruptures d'approvisionnement, (iii) le ralentissement de la reprise dans le secteur immobilier en Chine.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale (en %)



- Dans ce contexte, l'année 2022 connaîtrait un recul significatif de la croissance pour les deux majors de l'économie mondiale, les Etats-Unis et la Chine, dont les taux se situeraient respectivement à 4,0 % et 4,8 % contre 5,6 % et 8,1 % réalisés en 2021.

- Les économies avancées ainsi que celles émergentes et en développement, s'inscriraient dans la même tendance, avec des taux de croissance moyen attendus de 3,9 % et 4,8 % respectivement en 2022 contre de 5,0 % et 6,5 % réalisés en 2021.

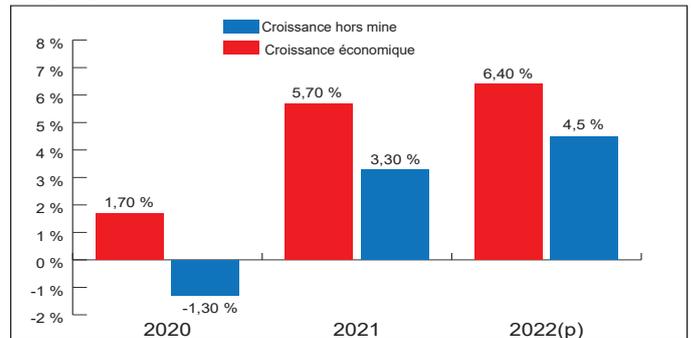
II. Contexte Intérieur

- La stabilité du cadre macroéconomique se maintient.

2.1. Secteur réel

- Sous l'impulsion principalement du secteur minier, l'activité économique restera soutenue en 2022 avec un taux de croissance attendu de 6,4 %.

Graphique 2. Croissance économique de la RDC



- A la première semaine du mois de février 2022, il a été observé une relative stabilité des prix sur le marché des biens et services, attestée par un taux d'inflation hebdomadaire de 0,115 % contre 0,150 % la semaine précédente et 0,09 % à la période correspondante de 2021. En cumul annuel, le taux d'inflation se situe à 0,587 %.

Tableau 1. Evolution comparée de l'inflation en janvier - février 2021 et 2022

Inflation	2021				2022			
	Janvier			Février	Janvier			Février
	Semaine II	Semaine III	Semaine IV	Semaine I	Semaine II	Semaine III	Semaine IV	Semaine I
Hebdomadaire	0,106	0,099	0,129	0,09	0,094	0,171	0,150	0,115
Cumulée	0,139	0,238	0,367	0,457	0,15	0,321	0,472	0,587
Annualisée	3,681	4,207	4,881	4,86	3,975	5,716	6,306	6,278
Mensuelle			0,367	-	-	-	0,472	-
Glissement annuel	15,667	15,655	15,704	15,7	5,292	5,368	5,390	5,417

- A conditions inchangées, il est attendu un taux d'inflation de 6,3 % à fin décembre 2022, face à un objectif de 7,0 % à moyen terme.

2.2. Opérations financières de l'Etat

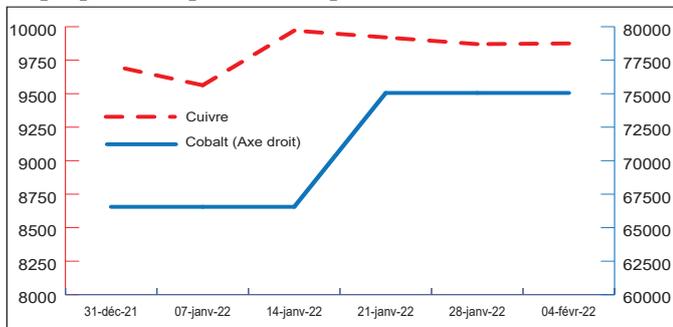
- Bonne tenue des opérations financières de l'Etat en début de cette année 2022, sur fond des efforts continus de mobilisation des recettes, de rationalisation des dépenses.
- Après les bons du Trésor, l'Etat vient de lancer avec succès, en date du 1 février courant, les Obligations du Trésor indexées. Pour un montant proposé de 150 milliards de

CDF, les soumissions des banques ont atteint 165 milliards et le montant retenu a été de 105 milliards, ce qui représente un taux de couverture de 110%.

2.3. Secteur extérieur

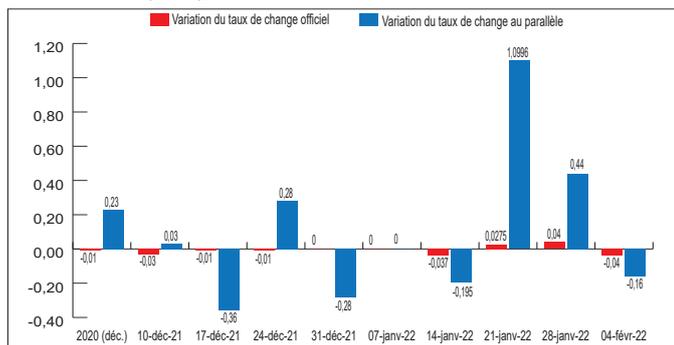
- Les cours des principales matières premières exportées par la RDC demeurent à des niveaux rémunérateurs, portés par la demande mondiale. Au 03 février courant, les prix mondiaux du cuivre et du cobalt se sont situés, respectivement à 9.875,0 USD la tonne et 75.055,19 USD la tonne.

Graphique 3. Comportement de prix du cuivre et du cobalt



- Le marché de changes demeure relativement stable sur ses deux segments, sur fond de la poursuite de la bonne coordination des politiques macroéconomiques, conjuguée à une conjoncture extérieure globalement favorable.

Graphique 4. Variation hebdomadaire du taux de change nominal (en %)



- Au 04 février 2022, le taux de change s'est établi à 1.999,84 CDF et 2035,00 CDF le dollar américain, respectivement sur les marchés officiel et parallèle, soit des dépréciations hebdomadaires de la monnaie nationale de 0,04 % et 0,16 %.

Tableau 2. Evolution hebdomadaire fin période du taux de change nominal

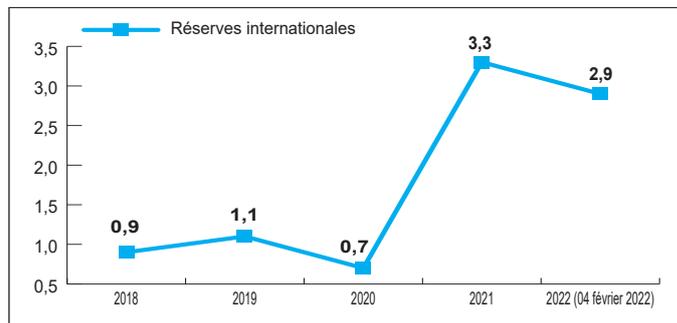
	Taux officiel	Taux parallèle
2020 (déc.)	1978,81	2025,00
10-déc-21	1999,74	2042,00
17-déc-21	1999,85	2049,33
27-déc-21	1999,89	2047,33
24-déc-21	2000,00	2043,67
31-déc-21	1999,97	2049,33
07-janv-22	1999,11	2049,33
14-janv-22	1999,84	2053,33
21-janv-22	1999,29	2040,67
28-janv-22	1999,09	2031,67
04-févr-22	1999,84	2035,00

Source: Banque Centrale du Congo.

- Les réserves, au 04 février, se situent à 3,5 milliards de USD, correspondant à 3,03 mois d'importations des biens et services. Ce niveau des réserves tient des achats des devises par la BCC sur le marché de changes, de l'encaissement de devises au titre de la Facilité Elargie du Crédit (FEC) ainsi que de l'allocation générale de DTS par le

FMI. Dans la mesure où une partie de ces allocations est destinée au financement du budget de l'Etat, il s'en suit que ce niveau des réserves devra baisser avec les utilisations attendues.

Graphique 5. Evolution des réserves internationales (en milliards de USD)



2.4. Secteur monétaire

- Instruments de la politique monétaire.** A partir de fin décembre 2021, le taux de base de la BCC a été ramené de 8,5 % à 7,5 %, afin d'accompagner l'économie nationale, dans un contexte de stabilité macroéconomique. En janvier 2022, la BCC a mis en œuvre la réforme portant constitution de la réserve obligatoire dans la monnaie de dépôt.
- Marché du Bon BCC.** Au cours de la semaine sous examen, l'encours global du bon BCC a été maintenu à 60,0 milliards de CDF, dans un contexte de stabilité du cadre macroéconomique. Cet encours est reparti comme suit : 5,0 milliards pour la maturité à 7 jours et 55,0 milliards pour celle à 28 jours.

III. Risques et Recommandations

- En dépit de la stabilité observée, l'économie nationale demeure exposée à certains risques d'origine externe et interne.

3.1. Facteurs de risque

Au plan externe

- Le renchérissement des cours du pétrole suite aux tensions géopolitiques et à une offre rigide,
- La trajectoire inconnue de la pandémie ainsi que la faible couverture vaccinale, principalement dans les pays en développement ;
- Le resserrement brutal de la politique monétaire par les grandes banques centrales, ce qui pourrait induire les perturbations sur les marchés financiers ;
- La tendance au ralentissement de l'activité en Chine, liée au secteur immobilier, qui pourrait plomber les perspectives mondiales.

Au plan interne

- Le faible taux de vaccination, lié tant à la disponibilité des vaccins qu'à la mentalité de la population ;
- Le risque d'inflation importée via les importations alimentaires et énergétiques (pétrole).

3.2. Recommandation : renforcement de la policy mix

- Poursuite de la coordination des actions des politiques budgétaire et monétaire ;
- Le suivi rapproché des facteurs de liquidité : surveillance de l'offre et la demande de liquidité bancaire en vue des réponses adéquates de la politique monétaire ;

- L'adoption, par le Gouvernement, d'une solution efficace au problème de subventions allouées aux pétroliers qui, avec la hausse continue des cours mondiaux, deviendrait insoutenable pour les finances publiques;
 - La mise en œuvre des réformes retenues dans le cadre du programme avec le FMI. ■
-